

Démographe et historien, Hervé Le Bras dessine une France morcelée par le vote FN, des électeurs frontistes très divers socialement et un ressentiment social qui explique en partie la forte progression de ce parti au premier tour des régionales. Il a publié, à l'automne, Le Pari du FN, (éditions Autrement).



Pour expliquer les raisons du vote FN, on avance souvent les thèmes de l'insécurité et de l'immigration, renforcés par les attentats et la crise migratoire ? Est-ce suffisant ?

Les causes sont bien plus anciennes. Le principal essor du FN se situe entre 2012 et 2014. De la présidentielle aux européennes, il est passé de 18,5 % à 26 %. A l'époque, on a seulement voulu voir un vote contestataire, un sentiment anti-européen. Les régionales de 2015 confirment ce qui s'exprimait déjà en 2014. Ce n'est donc pas une surprise totale. Pour l'anecdote, le XI^e où ont eu lieu, en partie, les attentats de novembre est l'arrondissement parisien qui enregistre le plus bas score de ce parti (7,49 %). Plus généralement, ce premier tour des régionales montre que le FN progresse d'autant plus fortement qu'il était déjà bien implanté dans la région : c'est le cas du Nord-Pas-de-Calais et de Paca où il passe respectivement de 35 % à 41 %, et de 34 % à 41 %. En revanche, il progresse beaucoup plus lentement là où il était moins présent. En Bretagne, seulement 0,3 % d'augmentation et 0,1 % en Pays-de-la-Loire. Et dans les régions aux scores moyens, sa progression est moyenne. La Bourgogne et la Franche-Comté sont à 3 % ou 4 % d'augmentation.

Comment expliquer une telle régularité dans les proportions ?

C'est comme un phénomène de contagion. Sur les cartes, le vote frontiste se propage comme sur celles des épidémies de grippe. Dans la vallée du Rhône, il épouse presque exactement le relief : les plaines et les vallées des fleuves sont des zones de circulation aisée, donc de rencontres entre les hommes. Les opinions et les rumeurs y voyagent rapidement. En revanche, dans les premiers contreforts des Alpes ou du Massif-Central, il devient de plus en plus faible. Le même phénomène se retrouve dans la vallée de la Garonne, où le cours du fleuve de Toulouse à Bordeaux est propice au vote FN.

Cette contagion d'ordre géographique est portée par la nature même de ce parti pas très bien ancré socialement et idéologiquement. Le FN s'appuie sur des rumeurs et des slogans, des idées toutes faites, qui se répandent de terrasses de café en terrasses de café, et de villes en villes. Cette formation politique a l'énorme avantage sur les autres partis d'être opportuniste. Incapable de proposer un programme de gouvernement avec un équilibre entre dépenses et recettes, il peut faire des promesses tous azimuts qui n'engagent que ceux qui y croient.

Qui sont ces électeurs ?

C'est un électorat très varié, il n'y a pas d'électeur type. Par exemple, 16 % des cadres et des professions supérieures votent FN. Plus que la condition sociale ou la profession, ce qui regroupe les électeurs de ce parti, c'est plutôt le sentiment de ne pas s'en sortir face à la crise, et de ne pas avoir d'avenir. Le FN recrute dans une population plus large, comprenant des artisans et des commerçants, appartenant à une classe moyenne inférieure ou à une

classe populaire supérieure : autant de gens qui se sentent menacés ou bloqués dans leurs vies ou dans leur travail.

Paradoxalement, ce ne sont pas les plus pauvres qui votent FN. Ils sont plutôt abstentionnistes ou ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Les chômeurs, par exemple, ne sont pas plus frontistes que le reste de la population. Il est difficile de raisonner en catégories simples. Depuis les années 60, la catégorie typée de l'ouvrier, a fortement évolué : nombreux anciens ouvriers professionnels appartiennent désormais aux catégories intermédiaires et la solidarité de classe a fortement baissé.

Selon vous, les raisons du vote FN seraient plutôt d'ordre économique et social ?

La modernisation de l'économie a entraîné une bipolarisation des emplois, entre postes très qualifiés et postes faiblement qualifiés. Entre les deux, les emplois intermédiaires ont eu plutôt tendance à disparaître ou à être menacés. Or, sur la même période, la France a connu une forte montée du niveau des diplômés. En 1982, seuls 25 % des ouvriers avaient un bac, CAP ou BEP, aujourd'hui, ils sont 70 %. La machine économique, elle, n'a pas produit assez d'emplois à la hauteur de cette montée en puissance du niveau d'éducation. Le rendement des diplômés a été moins bon qu'anticipé. Parallèlement, les salaires les plus faibles ont augmenté sur la période grâce à l'indexation du Smic, mais ceux des plus diplômés ont subi la loi de l'offre et de la demande. L'ensemble de ces facteurs a nourri une grande insatisfaction et une grande frustration sociale, une peur du déclassement. Ce terreau économique-social explique en partie la progression récente du FN. En tout cas, c'est dans les régions où ce problème est le plus aigu, comme le Nord-Pas-de-Calais, la région Paca et l'ancien Languedoc qu'il enregistre les plus hauts scores. Au-delà de l'immigration et de l'insécurité, le FN a pris la posture d'un recours beaucoup plus large contre d'autres angoisses. Le blocage de la mobilité sociale est dangereux pour une société démocratique. Il est assez désespérant de voir qu'un progrès social - le niveau d'éducation qui progresse - peut donner une catastrophe électorale.

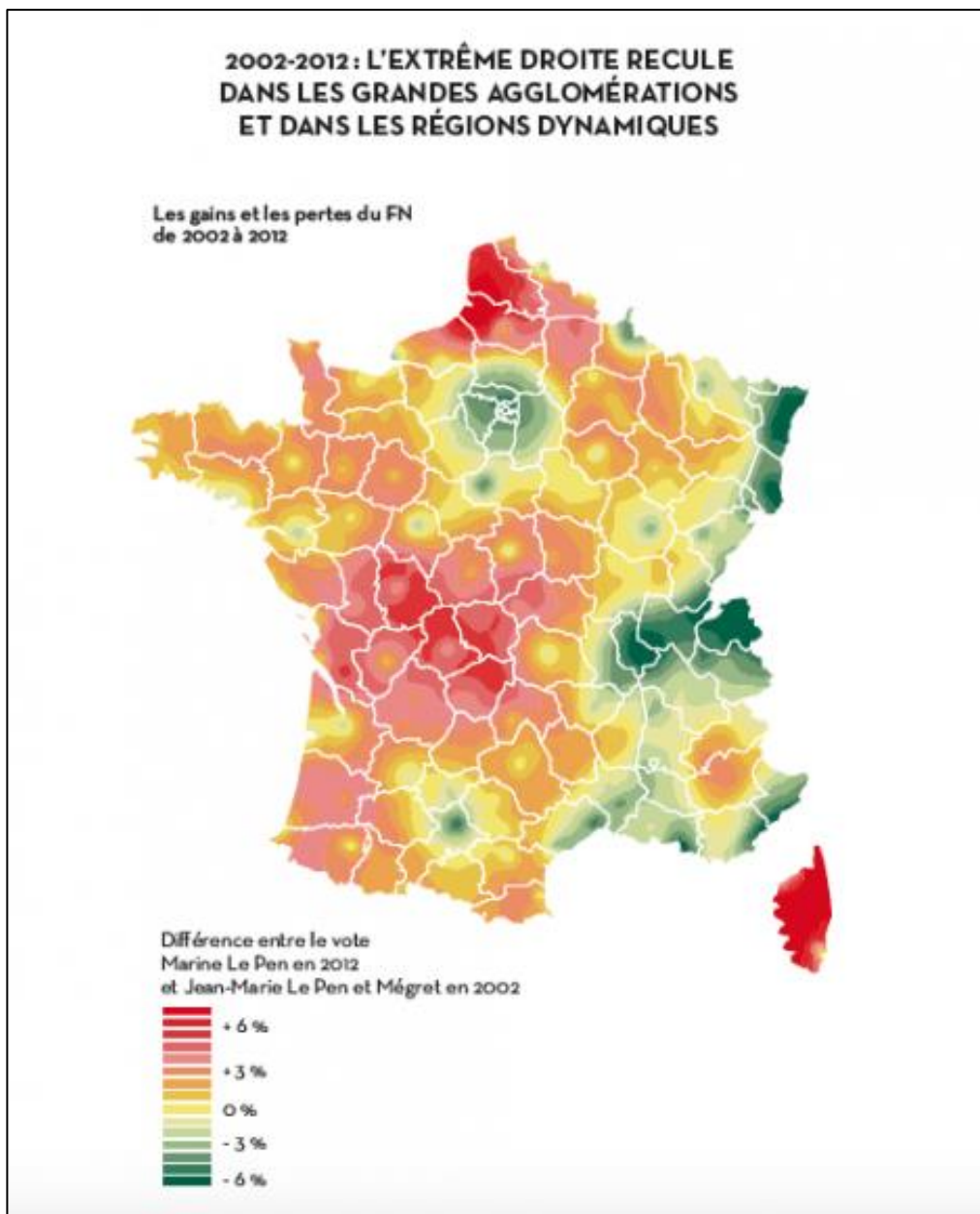
Dans votre livre, vous montrez que la géographie du FN est incroyablement stable, avec une surreprésentation au Nord, à l'Est et dans le Sud-Est et dans la vallée de la Garonne, et des régions qui résistent dans le Grand Ouest...

C'est incroyable, cette carte d'implantation du FN n'a pas bougé depuis des années - seuls les taux augmentent - et elle se superpose à la France de la précarité avec cette précision à rappeler : ce ne sont pas tant les plus fragiles socialement qui votent FN que ceux qui les côtoient et redoutent de basculer dans une forme ou une autre de précarité. Par ailleurs, il semble que les écarts enregistrés entre les grandes villes peu frontistes et les zones rurales ou périurbaines votant plus fortement FN se sont accentués lors de ce dernier vote.

A l'opposé, les régions qui traditionnellement votent peu FN, comme la Bretagne ou une partie du Massif-Central, continuent à résister même si certaines petites villes de l'intérieur breton ont augmenté leur score alors qu'à Rennes, il est contenu à 11 %. Là aussi, les différences s'accroissent entre grandes villes et zones rurales ou périurbaines, entre régions et intérieur des régions. La France est de plus en plus coupée en mille morceaux. Avec ce sentiment pour ceux qui vivent aux marges des grandes villes et des zones dynamiques de se sentir bloqués géographiquement. C'est comme si le rêve français du pavillon, loin des centres-villes, n'avait pas tenu ses promesses, comme d'ailleurs le système méritocratique.

Nombreux parlent de choc, pour les résultats de ce premier tour des régionales...

La tendance est inscrite depuis bien plus longtemps. En revanche, le mode de scrutin des régionales accentue fortement la présence du FN à la différence des départementales de mars. Lors de ces élections, le FN avait récolté 26 % des votes et obtenu 30 cantons, contre environ 800 pour la gauche et 1 200 pour la droite qui, elles, étaient respectivement à 35 % et 38 %. Avec le mode de scrutin des régionales, le premier parti qui arrivera en tête au second tour remportera 25 % des sièges et s'il dépasse les 33 %, la majorité ! L'ironie est que ce type de scrutin a été adopté en 1999 par le gouvernement Jospin pour faire barrage au FN. En 1998, des alliances entre droite et FN avaient permis à cinq dirigeants UDF de remporter la présidence de région. Afin d'éviter ces arrangements politiques douteux, le mode de scrutin a été modifié pour que gauche ou droite puisse gouverner seule. A l'époque, personne n'aurait imaginé qu'en 2015 le FN serait à 25 % ou 33 %.

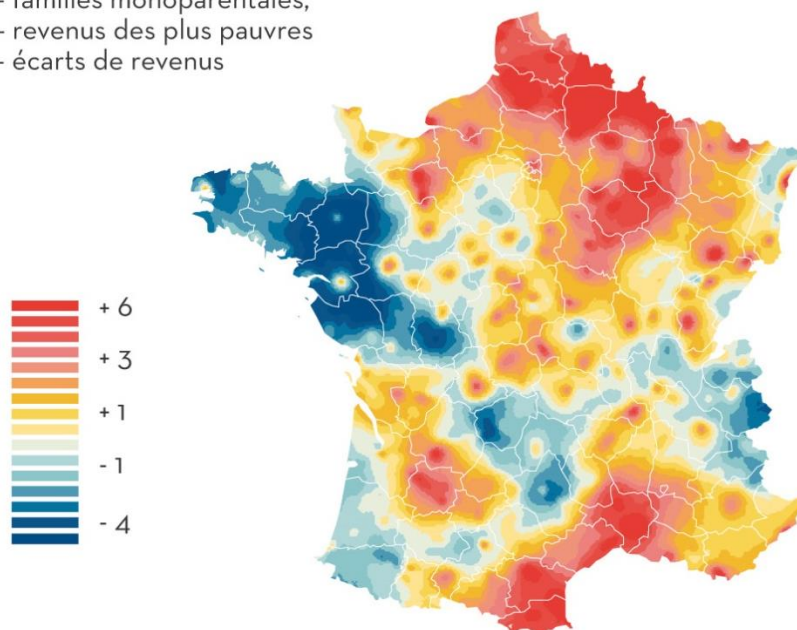


FRAGILITÉ ET VOTE FN, LA NOUVELLE CONFIGURATION

Les zones fragiles

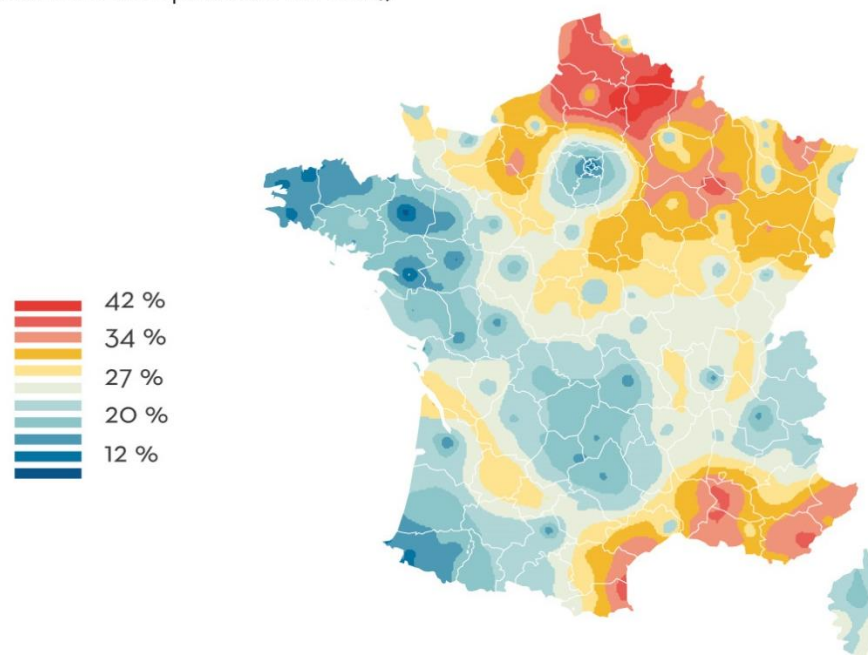
Indice de synthèse des 5 indicateurs de précarité :

- 1- chômage des jeunes
- 2- jeunes sans diplôme
- 3- familles monoparentales,
- 4- revenus des plus pauvres
- 5- écarts de revenus



Le vote FN

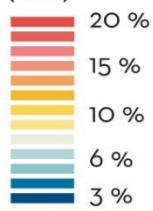
(élections européennes de 2014)



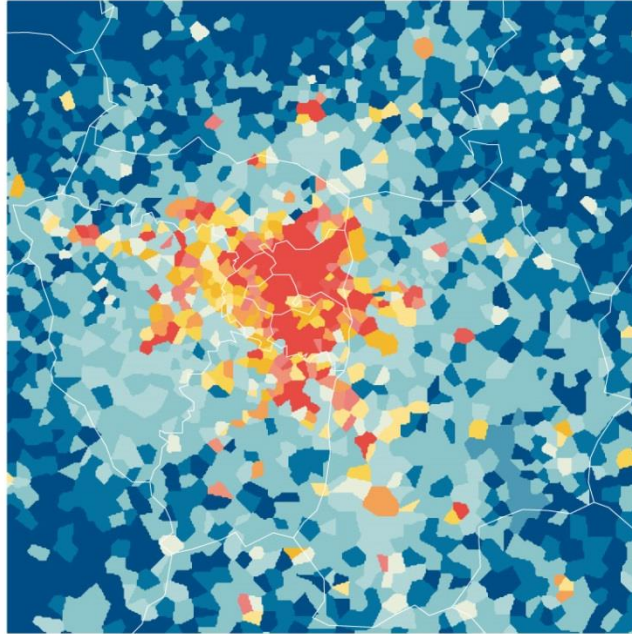
EN RÉGION PARISIENNE, PLUS IL Y A D'IMMIGRÉS, MOINS ON VOTE FN

Plus on s'éloigne
du centre de Paris,
plus la proportion
d'immigrés décroît...

% d'immigrés
(2011)



50 km



... plus le vote FN
augmente

% de votes FN
aux élections
européennes
de 2014

